



KONRAD K. / SIPA

Cette année, le gel a frappé partout, « touché tous les bassins de production, toutes les variétés ». Une calamité pour le verger français déjà en net déclin : 29% des exploitations ont disparu entre 2010 et 2016.

NOS VIES

Y AURA-T-IL DES FRUITS CET ÉTÉ ?

Un mois après l'épisode de gel qui a touché les cultures, les producteurs contemplent encore le désastre. Et l'alerte n'est toujours pas levée pour le Nord et la Normandie... Alors, y aura-t-il des fruits cet été ? Et comment les agriculteurs peuvent-ils s'adapter aux aléas qui se multiplient ?

De mémoire d'arboriculteur, on n'avait jamais vu ça. À cinq ans de la retraite, Françoise Roch, productrice dans le Tarn-et-Garonne, contemple ses pruniers, ses pommiers et son raisin de table : le feuillage flétri, les fleurs fanées, les fruits rabougris, un carnage causé par ces nuits glaciales d'avril qui ont frappé ses 17 hectares de verger. « Jamais je ne m'étais levée 18 nuits de suite pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être, en arrosant les bourgeons pour les protéger du gel. Une nuit, la température est descendue jusqu'à - 6 °C. Pendant 11 heures de suite, on a dû faire de l'anti-gel. J'ai perdu 40 % de ma récolte », lâche-t-elle.

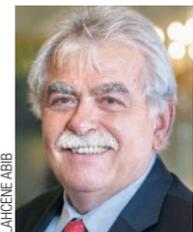
Au niveau national, les données remontent lentement des quatre coins de la France. « C'est à la fin de la foire qu'on comptera les bouses », disent les vieux paysans. En somme, le bilan précis n'interviendra qu'après les récoltes. « Pour la vigne, il peut y avoir des repousses. On ne sait pas comment la végétation va se comporter », prévient le ministère de l'Agriculture. Mais, pour certains fruits, c'est déjà plié : « Les cerises ont été touchées à hauteur de 70-80 %, les abricots à 80 % ; pour les pêches, on envisage 60 à 80 % de pertes », énumère Françoise Roch, qui est aussi pré-

sidente de la Fédération nationale des producteurs de fruits, affiliée au syndicat majoritaire, la FNSEA.

« Sur les fruits à noyau, il n'y a plus tellement d'espoir. Il n'y aura pas beaucoup d'abricots français ou de pêches sur les étals », confirme Guillaume Charrier, chercheur à l'Inrae (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), spécialiste de l'effet du gel sur la physiologie des plantes. Si des gelées en avril n'ont rien d'exceptionnel, cette année, « le gel n'a pas été localisé, il a touché tous les bassins de production, toutes les variétés et les espèces qui d'habitude se relaient sur le marché », prévient Emmanuel Aze, producteur et responsable de la commission fruits et légumes de la Confédération paysanne (lire encadré p. 45). Quant aux prix, ils seront élevés cet été. « On est dans un marché régi par l'offre et la demande, et ce qui est rare est cher », rappelle Françoise Roch.

CE GEL, « C'EST LA GOUTTE D'EAU »...

Mais, au-delà de cet été, aura-t-on encore des fruits français ? Avant cet épisode, la filière était déjà en très mauvaise posture. Le gel, c'est « finalement la goutte d'eau : on est pris en tenaille entre les impacts du réchauffement climatique et les distorsions de concurrence au sein du marché européen », souligne Emmanuel Aze. À ce jeu-là, l'Espagne et l'Italie, qui produisent en masse à des conditions sociales, sanitaires et environnementales au rabais, peuvent envahir les étals de pêches « à 80 centimes le kilo, quand »



LAÏCHÈNE ABBIG

« IL FAUT UN RÉGIME PUBLIC D'ASSURANCE POUR LES RÉCOLTES »

André Chassaigne, député communiste du Puy-de-Dôme, a déposé une proposition de loi qui revoit totalement la gestion des risques en agriculture et met fin au soutien public de l'assurance privée.

« Au fil du temps, le Fonds national de gestion des risques agricoles a été vidé de son contenu. Tout ce qui était considéré comme "assurable" a été livré aux assurances privées... C'est un choix politique : siphonner la gestion publique pour assurer l'extension du secteur assurantiel. Entre 2015 et 2020, 675 millions d'euros d'argent public ont ainsi été versés aux assurances privées, pour permettre aux agriculteurs de s'assurer. Résultat : moins de 3 % des arboriculteurs le sont. Le gouvernement a annoncé 1 milliard d'euros d'aides, dont une partie sera votée lors du projet de loi de finances rectificatif. Il faut arrêter ce rafistolage. Les aléas climatiques se multiplient et vont s'accroître dans les pro-

chaines années. Nous proposons de mettre en place un régime public d'assurance et de gestion des risques climatiques. Ce régime permettra de couvrir les risques de toutes les productions agricoles, mais aussi de s'adapter : accompagner les producteurs à adapter les variétés, les cultures ou à s'équiper de filets de protection anti-grêle, par exemple. Ce régime sera géré en partenariat avec les représentants de la profession agricole. Il pourrait être financé en partie par l'Union européenne, en récupérant les fonds qu'elle verse déjà aux assurances privées, mais aussi par une taxe sur les revenus financiers des entreprises liées au secteur agricole : banques, assurances, industrie agroalimentaire, grande distribution. »

» nos coûts de production en France sont à 1,60 euro le kilo », appuie le producteur. Ainsi, entre 2010 et 2016, 29 % des exploitations fruitières ont disparu. Sur la même période, la surface couverte par le verger français a diminué de 7 %. « La production de fruits en France est en recul depuis quinze ans », selon FranceAgriMer. Et, logiquement, la moitié des fruits consommée en France est désormais importée.

BOUGIES : « 3 000 EUROS L'HECTARE »

Chez Régis Gonnet, dans le nord de l'Ardèche, c'est la troisième année sans fruits. « D'habitude », si tant est que l'expression ait encore un sens, il récolte 5 hectares d'abricots, 1,5 hectare de cerises, 1 hectare de kiwis et 10 hectares de raisin. En

2018, le gel a brûlé la moitié de sa récolte. En 2019, la grêle en a fait disparaître 80 %. En 2020, c'était la sécheresse. « Et je ne récolterai rien en 2021. » Mais il ne s'estime pas « à plaindre ». Chez ses voisins, 30 hectares d'abricotiers, « tout a gelé, tout est foutu ». Régis Gonnet, lui, a diversifié ses productions : « Ma vigne, en appellation cornas, me permet de vivre ; 60 % ont gelé, mais j'espère qu'il y aura des repousses et pouvoir faire 60 % de ma récolte. » Il a aspergé d'eau une partie de ses parcelles pour protéger les bourgeons du gel : « Il faut faire un peu de protection. D'abord, parce que, psychologiquement, c'est important, on fait quelque chose, on n'est pas les bras croisés en attendant le gel. Mais il y a un calcul économique à faire. Brûler des bou-

Chez Régis Gonnet, dans le nord de l'Ardèche, c'est la troisième année sans fruits. « Ma vigne, en appellation cornas, me permet de vivre ; 60 % ont gelé, j'espère qu'il y aura des repousses. »



MARTA NASCIMENTO / FREA

Victimes de concurrence déloyale, les fruits français reculent sans cesse sur les étals, au profit des produits d'Espagne ou d'Italie.

gies pour réchauffer l'air, c'est 3 000 euros l'hectare, la nuit de gel, ça peut avoir des répercussions encore plus importantes sur l'avenir de la ferme », prévient-il. Sa première garantie : avoir des parcelles sur trois communes différentes. « D'habitude, il ne grêle ou ne gèle pas sur toutes les parcelles en même temps. »

EN OBSERVATION À L'INRAE

Et l'avenir ne s'annonce pas réjouissant. « Un arbre fruitier a besoin de froid, l'hiver, pour débourrer (éclorre ses bourgeons – NDLR) correctement et produire ensuite des fruits », explique Guillaume Charrier. Or le changement climatique l'affecte déjà avec des hivers plus doux où la température moyenne monte. « Cela aboutit à un mauvais débournement, à un étalement, une mauvaise floraison, ce n'est pas optimal pour la production », poursuit-il. Depuis cinq ans, l'Inrae a mis en place des vergers d'observation : des pommiers, abricotiers,

pêchers, cerisiers de cinq variétés plus ou moins précoces sur cinq sites différents, en Anjou, vallée du Rhône, Lot-et-Garonne... Des informations précieuses sur les variétés : quelles sont les plus adaptées, comment réagissent-elles ? « Il y a un équilibre à trouver entre le fait de démarrer tôt, mais d'être du coup vulnérable aux gelées tardives, et démarrer plus tard, au risque de faire face à des sécheresses estivales », éclaire le chercheur. En tout cas, il n'y a pas de solutions miracles, prévient Patrick Bertuzzi, ingénieur de recherche à l'Inrae, ancien directeur du laboratoire Agroclim. « Il va falloir adapter les systèmes dans un premier temps, remplacer des cultures très consommatrices d'eau, par exemple, avant, peut être, l'étape ultime pour la fin du siècle, de migrer certaines cultures vers le Nord. » La vigne, elle, a déjà commencé sa transhumance. Dans les Hauts-de-France, en Bretagne ou en Île-de-France, les ceps prennent racine. ★

PIA DE QUATREBARBES

pia.dequatrebarbes@humanite.fr

PIERRE-YVES MARET, AGRICULTEUR « Quand ce n'est pas le gel, c'est la sécheresse »



Cette fois, le gel est passé à côté : les cerises, framboises, pêches, abricots, prunes et raisins de table de Pierre-Yves Maret sont sauvés. Dans son département de l'Ardèche, c'est un des rares qui y a échappé. « Chez mes voisins, sur les abricots, c'est 100 % de gel. J'ai des vergers en coteau, la température n'est pas descendue sous - 1 °C, le froid reste en bas. En altitude, on arrive à mieux gérer », éclaire le paysan installé à Saint-Michel-de-Boulogne. Mais une autre menace pèse sur ses arbres et ses vignes : la sécheresse. « Il va vraiment falloir qu'il pleuve, c'est bien trop sec », continue-t-il. « J'ai tout fait comme il fallait, mes sols ont beaucoup d'humus, ce qui permet de garder l'humidité... »

Ça passera encore cette année, sans doute. Mais jusqu'à quand ? Depuis 2005, il voit les effets des changements climatiques. Et ils s'accroissent : « Avec des hivers trop doux, qui font partir la végétation. Et puis du froid, qui la calme. Ça crée des stress pour les plantes. L'arbre va assurer sa survie, pas forcément sa floraison et sa production. Le stress le rend aussi plus sensible aux maladies. » Pour lui, la seule manière de s'en sortir, c'est de « diversifier les cultures et les variétés. Par exemple, j'ai des abricotiers qui sont assez sensibles au monilia, un champignon qui se développe sur la fleur. Il va falloir aller vers des variétés plus résistantes. Mais on manque de données, l'agriculture s'est tellement focalisée sur les rendements en pensant que, grâce à la chimie, on pouvait tout planter partout et tout faire pousser ».

EMMANUEL AZE, ARBORICULTEUR « Des prix minimums d'entrée pour sauver la production »



Il s'est résigné à tout arracher : ses pêchers, ses abricotiers et ses cerisiers. « Même sur un marché haut de gamme, en vente directe, je n'arrivais plus à m'en sortir. » Emmanuel Aze, producteur dans le Lot-et-Garonne, reprend le fil de ses années blanches, entre réchauffement climatique et ravageurs, les derniers trouvant leur origine dans le premier. « Il y a l'apparition de nouveaux ravageurs, comme la Drosophila suzukii, un insecte qui fait pourrir le fruit. Mais aussi les palombes, des oiseaux auparavant migrateurs, mais qui, avec les hivers doux, se sédentarisent et mangent tous les petits fruits au printemps », raconte le paysan. Sa production s'est effondrée au fil des années, alors

même que la demande augmentait. « En plus des ravageurs, j'ai eu des gelées tardives en 2019, et jusqu'à 95 % de perte de production », retrace-t-il. Pour continuer à faire le métier qu'il aime, il a choisi de planter « des fruits exotiques non tropicaux, pour lesquels il n'y a aucune demande, donc pas encore de concurrence. Je suis dans une fuite en avant dans la logique de niche », explique-t-il.

Pour celui qui est aussi responsable de la commission fruits et légumes de la Confédération paysanne, il y a une volonté du gouvernement français d'abandonner la production fruitière. « Alors que le gouvernement pourrait, dans le cadre des négociations de la politique agricole commune, décider d'une aide spécifique pour les fruits et légumes, il la refuse. Car il considère que la compétition est perdue d'avance », éclaire-t-il, face à l'Espagne et l'Italie qui inondent le marché européen de fruits beaucoup moins chers. Pour les fruits, 60 % du coût de production vient de la main-d'œuvre, quand les salaires de l'autre côté des Pyrénées sont inférieurs de 30 à 40 %...

Pour que les producteurs fruitiers ne disparaissent pas, son syndicat prône la mise en place de prix minimums à l'entrée du marché français. Ces prix minimums ne pourraient être inférieurs aux coûts de production et à la rémunération des paysans. « Cela donnerait des marges de manœuvre aux paysans pour s'adapter aux effets du réchauffement, estime-t-il. Et cela injecterait aussi de la valeur de l'autre côté de la frontière. »

« ON VA PEUT-ÊTRE FINIR PAR FAIRE MIGRER DES PRODUCTIONS »

Selon **Patrick Bertuzzi**, un état des lieux de la « multiplicité des impacts » du dérèglement climatique sur les productions doit fournir de nouveaux repères aux horticulteurs pour les aider à s'adapter au mieux.



PATRICK BERTUZZI
Ingénieur agronome Inrae, ancien directeur du laboratoire Agroclim

Quels sont les effets du changement climatique sur l'agriculture ?

Les productions agricoles sont des marqueurs : à la fois des effets tendanciels de long terme du réchauffement, mais aussi des effets de court terme liés à la multiplication d'aléas climatiques. Ces derniers ne sont pas forcément des événements extrêmes – comme le gel, la sécheresse ou les canicules –, mais des situations climatiques inhabituelles et atypiques, qui perturbent les productions. Par exemple, la dernière campagne de blé tendre a été morose : la récolte est inférieure de 25 % par rapport à la précédente. Elle a subi trois événements sur le cycle : de fortes pluies à l'automne 2019, une sécheresse au printemps 2020 et des canicules à l'été. Ces phénomènes-là se multiplient. Ce sont des pertes de repères pour les agriculteurs : les conditions de semis de printemps changent d'une année sur l'autre, il faut s'attendre à ce que les productions soient plus irrégulières d'une année sur l'autre.

Les changements climatiques ont des impacts sur la phénologie, qui correspond

au calendrier des phases de développement des plantes. Les températures plus chaudes accélèrent le développement. Les cycles de production des cultures sont raccourcis, à l'exemple des vendanges qui ont avancé partout sur tout le territoire. Bien que, depuis les années 1980, le nombre de gelées baisse, elles peuvent intervenir, comme en avril dernier, à un moment où les cultures sont plus vulnérables au froid du fait de leur avancée. Le changement climatique pose aussi la question de la résistance des cultures aux températures élevées et au manque d'eau.

Comment les agriculteurs peuvent-ils s'adapter ?

L'adaptation va prendre des formes variables. Dans le cadre du gel, on peut envisager de recourir à des variétés plus tardives, étaler les semis. Mais il n'y a pas de solutions miracles : une variété plus tardive, moins exposée au risque de gel, le sera peut-être plus à la sécheresse estivale. Il y a une multiplicité des impacts qui interroge sur la capacité de trouver des solutions... Le premier levier est l'adaptation tactique, les producteurs le

font déjà. Ils peuvent diversifier leur production, les variétés, limiter les intrants, et donc les risques. Mais nous, agronomes, pensons que ça ne suffira pas. La plupart des prospectives montrent qu'il faut aller plus loin, aller vers des approches systémiques et l'agroécologie pour favoriser la biodiversité, le stockage du carbone dans les sols et diminuer l'usage des intrants. Cela permettra d'améliorer la résistance des systèmes dans leur fonctionnement. Mais ce n'est pas une garantie.

Et déplacer les productions ?

C'est l'étape ultime. À l'horizon 2080-2100, selon le scénario le plus pessimiste, on va assister à une « méditerranéisation » de la France du sud vers le nord, avec des variantes, bien sûr. Le climat à Avignon pourra être comparable à celui du Maroc. Des cultures vont disparaître des régions actuelles et remonter vers le nord. Sur la vigne, on le voit déjà, les conditions commencent à y être plus favorables. Mais cela pose des questions, notamment celles de l'avenir des appellations et de la qualité des produits. Des fruits comme la clémentine ou le raisin ont des concentrations en sucre plus fortes à la récolte, alors que l'acidité diminue. Cette étape ultime pourra conduire à un changement des paysages agricoles. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR P. DE Q.

« Diversifier productions et variétés ne suffira pas. Il faut aller plus loin vers l'agroécologie pour favoriser la biodiversité, améliorer la résistance des systèmes. Mais ce n'est pas une garantie. »